



FIG 2020 : Et si les villes prenaient la tête des politiques climatiques ?

publié le 20/10/2020

Descriptif :

Conférence du vendredi 2 octobre, Festival international de géographie de St Dié Les Vosges. Intervention de Nicolas Falempin, chargé de mission Environnement au sein de la Fonction Publique Territoriale. Son objectif est d'adapter les politiques publiques à l'environnement. Deuxième intervenant : Thomas Lauvaux, chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique.

Sommaire :

- Pourquoi faire une transition écologique ?
- Comment dans une commune française peut-on faire une transition écologique ?
- S'attaquer aux politiques climatiques des villes pour réduire les émissions de CO2
- Comment faire ?



Climat (s) FIG 2020

Rendez-vous incontournable du monde de la géographie, le Festival International de Géographie a eu lieu les 2, 3 et 4 octobre 2020 à Saint-Dié-des-Vosges.

Le vendredi 2 octobre a eu lieu une conférence intitulée "**Et si les villes prenaient la tête des politiques climatiques ?**"

avec Thomas LAUVAUX : chercheurs au CNRS au laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement et Nicolas FALEMPIN, responsable environnement d'une collectivité locale.

Intervention de Nicolas Falempin

● Pourquoi faire une transition écologique ?

N. Falempin :

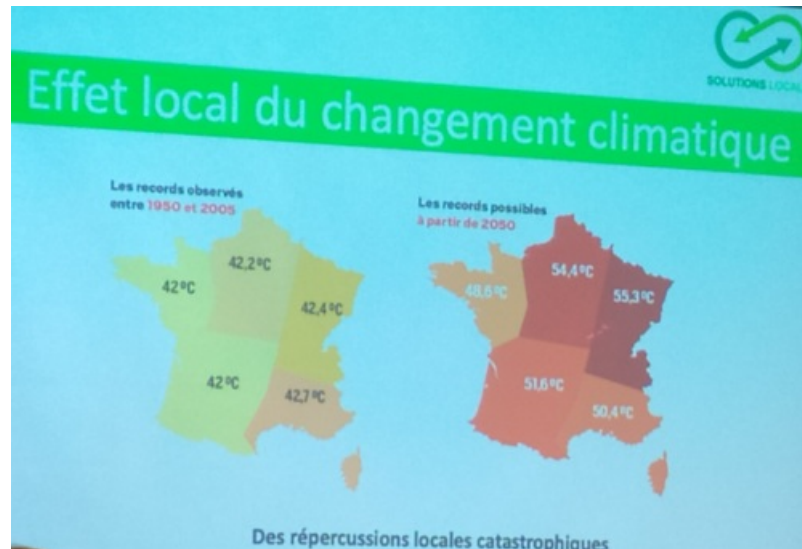
Il y a plusieurs raisons d'agir pour le climat : la pénurie d'énergie fossile, l'épuisement des matériaux, la pénurie alimentaire, l'effondrement de la biodiversité et le risque économique.

- *la pénurie d'énergie fossile :
La transition écologique est une nécessité car on tend vers une pénurie d'énergie fossile. En 2008, on a atteint un pic de production de l'extraction conventionnelle, en 2030 ce sera le pic des productions off shore ; le prix va augmenter entraînant des bouleversements économiques avec une rupture de la chaîne productive.*
- *l'épuisement des matériaux :
Beaucoup de matières premières indispensables dans nos vies quotidiennes s'épuisent comme l'or, l'argent, l'étain...*
- *la pénurie alimentaire : Les engrais artificiels dans notre agriculture émettent beaucoup de gaz à effet de serre. Or ces engrais ne sont efficaces que s'ils sont liés aux pesticides qui eux-mêmes provoquent un effondrement de la biodiversité.*

N. Falempin ajoute à cette liste le **changement climatique** dû à l'augmentation du CO2 dans l'atmosphère, qui

s'accélère. C'est pour lui, le risque à placer au dessus des autres.

Le changement climatique peut avoir des répercussions catastrophiques au niveau local



Source : Nicolas Falempin FIG 2020

Sur la carte ci-dessus, on constate que les records possibles à partir de 2050 dans le Nord de la France seront de 54,4 degré : Ce sont les températures que l'on retrouve la vallée de la mort !

En 50 ans, la sécheresse a été multiplié par trois sur notre territoire avec des incidences importantes au niveau local. Par exemple sur le Rhin, on ne peut plus utiliser de péniches car le fleuve n'avait pas assez de profondeur, donc il a fallu utiliser les camions. Autre exemple, 5% de la production nucléaire a été arrêtée car il n'était pas possible de refroidir le réacteur.

● Comment dans une commune française peut-on faire une transition écologique ?

Il existe différentes solutions possibles à mettre en place à l'échelle de l'individu, de la commune et de l'intercommunalité. Selon N. Falempin, tout doit passer par un accompagnement de la population en informant, en sensibilisant et en montrant l'urgence climatique de manière progressive.

D'après lui, il y a pas ou très peu d'actions au niveau étatique. Les schémas se font au niveau des régions mais dans les faits les actions se font au niveau local ou intercommunal.

Les communes françaises ont beaucoup de pouvoir pour agir sur le changement climatique

- Pouvoir d'influencer
- Pouvoir d'adapter (gestion des infrastructures)
- Pouvoir de réprimer (les comportements qui ne vont pas)
- Pouvoir de mutualiser (avec les inter-communautés pour l'achat de matériel)
- Pouvoir de soutenir les alternatives vertueuses (changer ses fournisseurs d'énergie.... Rénovation des bâtiments... subventions aux associations).

Mais il n'y a pas de démarche globale pour s'organiser au niveau communal. Il faudrait :

- Identifier les ressources des territoires, les compétences, tout ce qui peut servir le processus ;
- Connaître les besoins spécifiques, les zones à risques, les freins ;
- Rendre son territoire résilient : développer des points comme l'autonomie énergétique, le vélo, relocaliser la production alimentaire, réorganiser les espaces (la rue est la première dépense des communes. Si on a besoin de moins de voitures alors on a besoin de moins de rues), protection de la biodiversité... ;
- Accompagner la population : il faut informer et y aller progressivement : l'acceptabilité sociale de la transition écologique est essentielle ;
- Gérer la ville durablement avec un plan d'action pour soutenir les bonnes alternatives

Retrouvez le guide de N. Falempin :

► ["Ma commune en transition écologique"](#) 

Intervention de Thomas Lauvaux

● S'attaquer aux politiques climatiques des villes pour réduire les émissions de CO2

Selon Thomas Lauvaux, le débat sur la réalité d'un changement climatique n'existe plus, les scientifiques du monde entier l'ont déjà prouvé depuis de nombreuses années. Par exemple, depuis les années 80, la NASA avait compris et fait des projections qui s'avère juste sur le changement climatique.

A l'heure actuelle, plus on est riche, plus on dégage du CO2. Il y a 50% de la population mondiale qui habite en ville et environ 70% des émissions de gaz à effet de serre qui proviennent des villes. Thomas Lauvaux en déduit donc que s'attaquer en premier lieu aux villes et à leurs politiques climatiques est la solution optimale pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

● Comment faire ?

La première chose est de faire un bilan carbone des villes. Mais il existe aujourd'hui plusieurs méthodes avec des disparités de protocoles en ce qui concerne les facteurs d'émissions ou encore le découpage géographique. En fait, chaque ville peut choisir son protocole, donc les résultats peuvent être infléchis et cela introduit une grande incertitude pour la fiabilité des données collectées. Exemple : Les sociétés privées qui agissent au niveau des villes sous-évaluent systématiquement les données, en sortant des mesures soit une usine, un aéroport voire un port afin d'améliorer le bilan carbone de leur ville cliente.

On peut malgré tout noter des avancées récentes : un début de consortium. Certaines villes s'organisent pour mettre en place un protocole commun.

Il faudrait :

- mettre en accord les mesures nationales avec les mesures des villes
- faire appel aux chercheurs qui accorderont les méthodologies : mesurer les émissions de CO2 par jour/semaine par un suivi atmosphérique , analyser le panache de la ville, trouver des capteurs de mesure d'air sur les toits des villes qui coûtent moins cher (1 capteur actuellement coûte 70000 euros !)



**Académie
de Poitiers**

Avertissement : ce document est la reprise au format pdf d'un article proposé sur l'espace pédagogique de l'académie de Poitiers.

Il ne peut en aucun cas être proposé au téléchargement ou à la consultation depuis un autre site.